



**Rogers Communications Inc.**

**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES NON AUDITÉS**

**Trimestres clos les 31 mars 2014 et 2013**

**Rogers Communications Inc.**

États consolidés résumés intermédiaires non audités du résultat net  
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

		Trimestres clos les	
		31 mars	
	<i>Note</i>	2014	2013
Produits opérationnels		3 020 \$	3 027 \$
Coûts opérationnels	4	1 864	1 906
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	7	9	9
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		519	450
Charges financières	5	225	181
Autres produits		(10)	(10)
Bénéfice avant impôt sur le résultat		413	491
Charge d'impôt sur le résultat		106	138
Bénéfice net de la période		307 \$	353 \$
Bénéfice par action			
De base	10	0,60 \$	0,69 \$
Dilué	10	0,57	0,68

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités en font partie intégrante.

**Rogers Communications Inc.**États consolidés résumés intermédiaires non audités du résultat global  
(en millions de dollars canadiens)

	Trimestres clos les	
	31 mars	
	2014	2013
Bénéfice net de la période	307 \$	353 \$
Autres éléments du résultat global		
Éléments pouvant être par la suite reclassés dans le bénéfice		
Variation de la juste valeur des placements disponibles à la vente		
Augmentation de la juste valeur	139	134
Charge d'impôt sur le résultat connexe	(18)	(14)
	121	120
Instruments dérivés utilisés comme couvertures de flux de trésorerie		
Augmentation (diminution) de la juste valeur des instruments dérivés	336	(6)
Reclassement du profit de change sur la dette à long terme dans le bénéfice net	(270)	(63)
Reclassement de la perte liée aux remboursements sur la dette à long terme dans le bénéfice net	29	–
Reclassement du profit de change sur les dépenses dans le bénéfice net	(18)	(2)
Reclassement des intérêts courus dans le bénéfice net	–	13
Recouvrement (charge) d'impôt sur le résultat connexe	(21)	9
	56	(49)
Autres éléments du résultat global de la période	177	71
Résultat global de la période	484 \$	424 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités en font partie intégrante.

**Rogers Communications Inc.**

États consolidés résumés intermédiaires non audités de la situation financière  
(en millions de dollars canadiens)

	<i>Note</i>	31 mars 2014	31 décembre 2013
<b>Actifs</b>			
<b>Actifs courants</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		2 181 \$	2 301 \$
Débiteurs		1 313	1 509
Autres actifs courants		537	438
Partie courante des instruments dérivés	13	105	73
<b>Total des actifs courants</b>		<b>4 136</b>	<b>4 321</b>
Immobilisations corporelles		10 268	10 255
Goodwill	6	3 759	3 751
Immobilisations incorporelles	6	3 195	3 211
Placements	8	1 636	1 487
Instruments dérivés	13	310	148
Autres actifs à long terme	9	1 012	397
Actifs d'impôt différé		45	31
<b>Total des actifs</b>		<b>24 361 \$</b>	<b>23 601 \$</b>
<b>Passifs et capitaux propres</b>			
<b>Passifs courants</b>			
Emprunts à court terme	11	650 \$	650 \$
Créditeurs et charges à payer		1 839	2 344
Impôt sur le résultat à payer		52	22
Partie courante des provisions		6	7
Partie courante de la dette à long terme	12	918	1 170
Partie courante des instruments dérivés	13	52	63
Produits constatés d'avance		403	350
<b>Total des passifs courants</b>		<b>3 920</b>	<b>4 606</b>
Provisions		37	40
Dette à long terme	12	13 536	12 173
Instruments dérivés	13	20	83
Autres passifs à long terme		226	328
Passifs d'impôt différé		1 704	1 702
<b>Total des passifs</b>		<b>19 443</b>	<b>18 932</b>
<b>Capitaux propres</b>	14	<b>4 918</b>	<b>4 669</b>
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>		<b>24 361 \$</b>	<b>23 601 \$</b>
Passifs éventuels	17		
Événements postérieurs à la date de clôture	9, 11, 12, 13,14		

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités en font partie intégrante.

**Rogers Communications Inc.**

 États consolidés résumés intermédiaires non audités des variations des capitaux propres  
 (en millions de dollars canadiens)

Trimestre clos le 31 mars 2014	Actions de catégorie A avec droit de vote		Actions de catégorie B sans droit de vote		Résultats non distribués	Réserve d'actifs financiers disponibles à la vente	Réserve de couverture	Total des capitaux propres
	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)				
Soldes au 31 décembre 2013	72 \$	112 462	401 \$	402 281	3 896 \$	401 \$	(101) \$	4 669 \$
Bénéfice net de la période	-	-	-	-	307	-	-	307
Autres éléments du résultat global								
Placements disponibles à la vente après impôt	-	-	-	-	-	121	-	121
Instruments dérivés après impôt	-	-	-	-	-	-	56	56
Total des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	121	56	177
Résultat global de la période	-	-	-	-	307	121	56	484
Transactions avec les actionnaires inscrites directement dans les capitaux propres								
Dividendes déclarés	-	-	-	-	(235)	-	-	(235)
Soldes au 31 mars 2014	72 \$	112 462	401 \$	402 281	3 968 \$	522 \$	(45) \$	4 918 \$

Trimestre clos le 31 mars 2013	Actions de catégorie A avec droit de vote		Actions de catégorie B sans droit de vote		Résultats non distribués	Réserve d'actifs financiers disponibles à la vente	Réserve de couverture	Total des capitaux propres
	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)				
Soldes au 31 décembre 2012	72 \$	112 462	397 \$	402 788	3 046 \$	243 \$	10 \$	3 768 \$
Bénéfice net de la période	-	-	-	-	353	-	-	353
Autres éléments du résultat global								
Placements disponibles à la vente après impôt	-	-	-	-	-	120	-	120
Instruments dérivés après impôt	-	-	-	-	-	-	(49)	(49)
Total des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	120	(49)	71
Résultat global de la période	-	-	-	-	353	120	(49)	424
Transactions avec les actionnaires inscrites directement dans les capitaux propres								
Dividendes déclarés	-	-	-	-	(224)	-	-	(224)
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	-	-	2	40	-	-	-	2
Total des transactions avec les actionnaires	-	-	2	40	(224)	-	-	(222)
Soldes au 31 mars 2013	72 \$	112 462	399 \$	402 828	3 175 \$	363 \$	(39) \$	3 970 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités en font partie intégrante.

**Rogers Communications Inc.**

Tableaux consolidés résumés intermédiaires non audités des flux de trésorerie  
(en millions de dollars canadiens)

	Note	Trimestres clos les	
		2014	31 mars 2013
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :			
Activités opérationnelles			
Bénéfice net de la période		307 \$	353 \$
Ajustements visant à rapprocher le bénéfice net et les entrées nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles			
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		519	450
Amortissement des droits de diffusion		16	13
Charges financières	5	225	181
Charge d'impôt sur le résultat		106	138
Cotisations aux régimes de retraite, déduction faite des charges		(85)	(3)
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	15	5	58
Autres		(6)	(1)
		1 087	1 189
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel		(309)	(47)
		778	1 142
Impôt sur le résultat payé		(134)	(115)
Intérêts payés		(236)	(222)
<b>Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles</b>		<b>408</b>	<b>805</b>
Activités d'investissement			
Entrées d'immobilisations corporelles		(488)	(464)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles		(17)	(52)
Acquisitions et autres transactions stratégiques	9	(658)	(241)
Entrées de droits de diffusion		(7)	(14)
Autres		(3)	(24)
<b>Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement</b>		<b>(1 173)</b>	<b>(795)</b>

**Rogers Communications Inc.**

Tableaux consolidés résumés intermédiaires non audités des flux de trésorerie  
(en millions de dollars canadiens)

	Note	Trimestres clos les	
		2014	31 mars 2013
Activités de financement			
Émission de titres d'emprunt à long terme	12	2 082	1 030
Remboursements sur la dette à long terme	12	(1 221)	–
Païement versé au règlement de swaps de devises et au règlement de contrats à terme		(2 115)	–
Produit tiré du règlement de swaps de devises et du règlement de contrats à terme		2 150	–
Coûts de transaction engagés	12	(27)	(15)
Produit tiré des emprunts à court terme	11	–	400
Dividendes payés		(224)	(204)
Entrées de trésorerie liées aux activités de financement		645	1 211
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(120)	1 221
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		2 301	213
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		2 181 \$	1 434 \$
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel			
Débiteurs		199 \$	173 \$
Autres actifs courants		(100)	(45)
Créditeurs et charges à payer		(461)	(183)
Produits constatés d'avance		53	8
		(309) \$	(47) \$

La trésorerie et les équivalents de trésorerie (avances bancaires) s'entendent de l'encaisse et des dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de 90 jours, moins les avances bancaires. Aux 31 mars 2014 et 2013, le solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie se composait de la trésorerie et de dépôts à vue.

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités en font partie intégrante.

## Rogers Communications Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

(Les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et sauf indication contraire.)

### NOTE 1 : NATURE DE L'ENTREPRISE

Rogers Communications Inc. est un groupe canadien diversifié dans les communications et les médias. Les activités et les ventes de Rogers se déroulent presque exclusivement au Canada. RCI est constituée en personne morale au Canada et son siège social est situé au 333 Bloor Street East, Toronto (Ontario) M4W 1G9. Les actions de RCI sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Nous présentons nos résultats selon les quatre secteurs suivants :

Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services de télévision, d'accès Internet et de téléphonie par câble pour les entreprises et les consommateurs canadiens.
Solutions d'Affaires	Connectivité réseau offerte au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseau, de centres de données et d'infonuagique aux entreprises canadiennes de moyenne et grande envergure et aux administrations gouvernementales et autres entreprises de télécommunications.
Media	Portefeuille diversifié de propriétés de médias qui comprend des activités de télédiffusion, de radiodiffusion, de médias numériques, d'achat multiplateforme, d'édition et de divertissement et médias sportifs.

Sans-fil, Cable et Solutions d'Affaires sont exploités par Rogers Communications Partnership et nos autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive Rogers Media Inc. et ses filiales.

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et « la Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de nos filiales. RCI détient également des participations dans divers placements et entreprises.

#### Déclaration de conformité

Nous avons établi nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 mars 2014 (les « états financiers intermédiaires du premier trimestre de 2014 ») selon la Norme comptable internationale IAS 34, *Information financière intermédiaire* (l'« IAS 34 »), telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et conformément aux méthodes comptables et aux méthodes d'application employées pour les états financiers consolidés audités annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 (les « états financiers de 2013 »), exception faite des nouvelles méthodes comptables adoptées le 1<sup>er</sup> janvier 2014, ainsi qu'il est décrit plus en détail à la note 2. Les présents états financiers intermédiaires du premier trimestre de 2014 ont été approuvés par le comité d'audit le 21 avril 2014.

### NOTE 2 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

#### Mode de présentation

Les notes incluses dans les présents états financiers intermédiaires du premier trimestre de 2014 ne reflètent que les changements et transactions importants survenus depuis la fin de notre dernier exercice et elles ne contiennent pas toutes les informations qui doivent être présentées dans les états financiers annuels aux termes des Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards* ou les « IFRS »). Les présents états financiers intermédiaires du premier trimestre de 2014 doivent être lus en parallèle avec les états financiers de 2013.

Nos résultats opérationnels sont assujettis à des fluctuations saisonnières qui ont une incidence significative sur les résultats opérationnels d'un trimestre à l'autre. Par conséquent, les résultats opérationnels d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats opérationnels d'un trimestre ultérieur.



Nous avons adopté les nouvelles normes comptables et modifications ci-dessous qui s'appliquent à nos états financiers consolidés intermédiaires et annuels à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 :

- Modifications de l'IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*
- Modifications de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*
- IFRIC 21, *Droits ou taxes*

Les prises de position comptables que nous avons adoptées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 n'ont eu aucune incidence sur nos résultats financiers.

### NOTE 3 : INFORMATIONS SECTORIELLES

Nos secteurs à présenter sont Sans-fil, Cable, Solutions d'Affaires et Media. Les activités des quatre secteurs sont menées essentiellement au Canada. Les éléments relevant du siège social et les éliminations comprennent nos participations dans des unités opérationnelles qui ne sont pas des secteurs opérationnels à présenter, les fonctions administratives du siège social et l'élimination des produits et des coûts intersectoriels. Les méthodes comptables applicables à nos secteurs à présenter sont les mêmes que celles décrites à la note 2. Les résultats par secteur comprennent des éléments directement attribuables à un secteur ainsi que ceux qui, de façon raisonnable, peuvent y être affectés. Nous comptabilisons les transactions entre les secteurs à présenter comme nous le faisons pour les transactions avec des tiers et les éliminons au moment de la consolidation.

Le chef de la direction et le chef de la direction des finances constituent les principaux décideurs opérationnels et sont ceux qui examinent régulièrement nos opérations et notre performance par secteur. Ils examinent le résultat d'exploitation ajusté qu'ils considèrent comme un indicateur clé de performance pour chaque secteur et afin de prendre des décisions relatives à l'affectation des ressources. Le résultat d'exploitation ajusté correspond au résultat avant les frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, les charges financières, les autres produits et l'impôt sur le résultat.

#### Information par secteur

Trimestre clos le 31 mars 2014	Sans-fil	Cable	Solutions d'Affaires	Media	Éléments relevant du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits opérationnels	1 727 \$	860 \$	94 \$	367 \$	(28) \$	3 020 \$
Coûts opérationnels <sup>1</sup>	937	451	66	391	14	1 859
Résultat d'exploitation ajusté	790	409	28	(24)	(42)	1 161
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges						9
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions <sup>1</sup>						5
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles						519
Charges financières						225
Autres produits						(10)
<b>Bénéfice avant impôt sur le résultat</b>						<b>413 \$</b>

<sup>1</sup> Inclus dans les coûts opérationnels des états consolidés résumés intermédiaires non audités du résultat net.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Trimestre clos le 31 mars 2013	Sans-fil	Cable	Solutions d'Affaires	Media	Éléments relevant du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits opérationnels	1 760 \$	861 \$	93 \$	341 \$	(28) \$	3 027 \$
Coûts opérationnels <sup>1</sup>	995	432	70	348	3	1 848
Résultat d'exploitation ajusté	765	429	23	(7)	(31)	1 179
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges						9
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions <sup>1</sup>						58
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles						450
Charges financières						181
Autres produits						(10)
Bénéfice avant impôt sur le résultat						491 \$

<sup>1</sup> Inclus dans les coûts opérationnels des états consolidés résumés intermédiaires non audités du résultat net.

**NOTE 4 : COÛTS OPÉRATIONNELS**

	Trimestres clos les 31 mars	
	2014	2013
Coût des ventes de matériel et subventions directes pour les chaînes	299 \$	351 \$
Marchandise destinée à la revente	51	44
Autres achats externes	1 041	1 019
Salaires et avantages du personnel et rémunération fondée sur des actions	473	492
	1 864 \$	1 906 \$

**NOTE 5 : CHARGES FINANCIÈRES**

	Notes	Trimestres clos les 31 mars	
		2014	2013
Intérêts sur la dette à long terme		188 \$	178 \$
Intérêts sur le passif au titre des retraites		2	4
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	12	29	–
Perte de change		6	15
Variation de la juste valeur des instruments dérivés		–	(12)
Intérêts inscrits à l'actif		(6)	(6)
Autres		6	2
		225 \$	181 \$

**NOTE 6 : REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES**

Au cours du trimestre à l'étude, nous avons conclu une acquisition d'actifs composés de certains détaillants pour une contrepartie en trésorerie de 46 millions de dollars, qui a été versée en guise de dépôt au quatrième trimestre de 2013. L'acquisition a été comptabilisée conformément à l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'actifs courants de 2 millions de dollars, de 35 millions de dollars au titre des relations clients et d'un goodwill de 9 millions de dollars. Le goodwill est déductible d'impôt et a été affecté au secteur Sans-fil. Les relations clients sont amorties sur cinq ans. Aucun coût de transaction n'a été engagé relativement à cette acquisition au cours du trimestre à l'étude.

**NOTE 7 : FRAIS DE RESTRUCTURATION, COÛTS D'ACQUISITION ET AUTRES CHARGES**

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, nous avons engagé :

- 6 millions de dollars en frais de restructuration liés aux indemnités de départ relatives à la restructuration ciblée de notre effectif et à l'amélioration de notre structure de coûts (7 millions de dollars en 2013);
- 3 millions de dollars pour les coûts de transaction liés aux acquisitions et d'autres coûts (2 millions de dollars en 2013).

L'augmentation des passifs liés aux frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges et les paiements faits à l'égard de ces passifs au cours de 2014 se présentent comme suit :

	Au 31 décembre 2013	Entrées	Paiements	Au 31 mars 2014
Indemnités de départ relatives à la restructuration ciblée de l'effectif	44 \$	6 \$	(17) \$	33 \$
Coûts d'acquisition et autres charges	19	3	(3)	19
	<b>63 \$</b>	<b>9 \$</b>	<b>(20) \$</b>	<b>52 \$</b>

Le passif résiduel de 52 millions de dollars au 31 mars 2014 est compris dans les créiteurs et charges à payer et autres passifs à long terme. Le paiement de ce passif est prévu au cours des deux prochains exercices.

**NOTE 8 : PLACEMENTS**

	Au 31 mars 2014	Au 31 décembre 2013
Sociétés ouvertes	949 \$	809 \$
Sociétés fermées	105	103
Placements disponibles à la vente	1 054	912
Participations dans des partenariats et des entreprises associées	582	575
	<b>1 636 \$</b>	<b>1 487 \$</b>

**NOTE 9 : AUTRES ACTIFS À LONG TERME**

Nous avons participé aux enchères portant sur le spectre de 700 MHz au Canada, qui se sont conclues en février 2014, et avons obtenu des licences d'utilisation du spectre visant deux blocs contigus de 12 MHz dans la bande inférieure du spectre de 700 MHz, qui dessert la grande majorité de la population canadienne pour un total de 3 292 millions de dollars. Un paiement de 658 millions de dollars, effectué le 5 mars 2014, a été inclus dans les autres actifs à long terme.

Après la clôture du trimestre, soit le 2 avril 2014, la tranche restante de 2 634 millions de dollars a été payée et, le 3 avril 2014, nous avons pris possession des licences de 20 ans visant le spectre de 700 MHz.

**NOTE 10 : BÉNÉFICE PAR ACTION**

Le tableau qui suit présente le calcul du bénéfice de base et du bénéfice dilué par action pour les trimestres clos le 31 mars 2014 et 2013 :

	Trimestres clos les 31 mars	
	2014	2013
Bénéfice net de la période	307 \$	353 \$
Dénominateur (en millions)		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base	515	515
Incidence des titres ayant un effet dilutif		
Options sur actions des membres du personnel	2	3
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué	517	518
Bénéfice par action		
De base	0,60 \$	0,69 \$
Dilué	0,57	0,68

Pour le trimestre clos le 31 mars 2014, la comptabilisation des paiements fondés sur des actions en circulation selon la méthode de règlement en capitaux propres de la rémunération fondée sur des actions s'est avérée plus dilutive que la comptabilisation aux termes de la méthode de règlement en trésorerie. Par conséquent, le bénéfice net pour le trimestre clos le 31 mars 2014 a été diminué de 13 millions de dollars (néant en 2013) dans le calcul du bénéfice dilué par action afin de comptabiliser ces attributions comme si elles avaient été réglées en capitaux propres.

Au total, 503 458 options étaient hors du cours pour le trimestre clos le 31 mars 2014 (néant en 2013). Ces options ont été exclues du calcul de l'incidence des titres dilutifs, car leur effet aurait été antidilutif.

**NOTE 11 : TITRISATION DES DÉBITEURS**

Au 31 mars 2014, des créances clients de 1 034 millions de dollars (1 091 millions de dollars au 31 décembre 2013) avaient été vendues à l'acheteur à titre de sûreté pour un produit de 650 millions de dollars (650 millions de dollars au 31 décembre 2013), donnant lieu à un surdimensionnement de 384 millions de dollars (441 millions de dollars au 31 décembre 2013). Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, nous avons engagé des charges d'intérêts de 3 millions de dollars (2 millions de dollars en 2013) relativement aux emprunts, charges que nous avons comptabilisées au titre des charges financières.

Après la clôture du trimestre, soit le 2 avril 2014, un financement additionnel de 165 millions de dollars nous a été octroyé dans le cadre du programme de titrisation des débiteurs, ce qui a fait grimper le total de notre financement aux termes du programme à 815 millions de dollars.

**NOTE 12 : DETTE À LONG TERME**

	Date d'échéance	Montant en principal		Taux d'intérêt	31 mars 2014	31 décembre 2013
Facilité de crédit bancaire				Variable	– \$	– \$
Billets de premier rang <sup>1</sup>	2014	750 \$ US		6,375 %	–	798
Billets de premier rang <sup>2</sup>	2014	350 US		5,50 %	–	372
Billets de premier rang <sup>1</sup>	2015	550 US		7,50 %	608	585
Billets de premier rang <sup>2</sup>	2015	280 US		6,75 %	310	298
Billets de premier rang	2016	1 000		5,80 %	1 000	1 000
Billets de premier rang	2017	500		3,00 %	500	500
Billets de premier rang	2017	250		Variable	250	–
Billets de premier rang	2018	1 400 US		6,80 %	1 548	1 489
Billets de premier rang	2019	400		2,80 %	400	–
Billets de premier rang	2019	500		5,38 %	500	500
Billets de premier rang	2020	900		4,70 %	900	900
Billets de premier rang	2021	1 450		5,34 %	1 450	1 450
Billets de premier rang	2022	600		4,00 %	600	600
Billets de premier rang	2023	500 US		3,00 %	553	532
Billets de premier rang	2023	850 US		4,10 %	940	904
Billets de premier rang	2024	600		4,00 %	600	–
Débetures <sup>2</sup>	2032	200 US		8,75 %	221	213
Billets de premier rang	2038	350 US		7,50 %	387	372
Billets de premier rang	2039	500		6,68 %	500	500
Billets de premier rang	2040	800		6,11 %	800	800
Billets de premier rang	2041	400		6,56 %	400	400
Billets de premier rang	2043	500 US		4,50 %	553	532
Billets de premier rang	2043	650 US		5,45 %	718	691
Billets de premier rang	2044	750 US		5,00 %	829	–
					14 567	13 436
Coûts de transaction différés et escomptes					(113)	(93)
Moins la partie courante					(918)	(1 170)
					13 536 \$	12 173 \$

<sup>1</sup> Correspond aux billets de premier rang émis à l'origine par Rogers Wireless Inc., qui constituent désormais des obligations non garanties de RCI et pour lesquels Rogers Communications Partnership (« RCP ») est un codébiteur non garanti.

<sup>2</sup> Correspond aux billets de premier rang et aux débetures émis à l'origine par Rogers Cable Inc., qui constituent désormais des obligations non garanties de RCI et pour lesquels RCP est un garant ordinaire.

**Facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit**

Au 31 mars 2014, nos facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit totalisaient 2,5 milliards de dollars (2,5 milliards de dollars au 31 décembre 2013). Chacune de ces facilités a pour unique garantie le cautionnement de RCP et a égalité de rang avec la totalité de nos billets de premier rang et débetures. Au 31 mars 2014 et au 31 décembre 2013, nous n'avions prélevé aucune avance sur notre facilité de crédit bancaire de 2,0 milliards de dollars et des lettres de crédit d'un montant total de 0,5 milliard de dollars étaient en cours.

Après la clôture du trimestre, soit le 2 avril 2014, nous avons emprunté 500 millions de dollars aux termes de notre facilité de crédit bancaire et, le 16 avril 2014, nous avons fait augmenter la limite de crédit, la faisant passer de 2,0 milliards de dollars à 2,5 milliards de dollars, et avons prorogé l'échéance du 20 juillet 2017 au 19 juillet 2019. La facilité de crédit bancaire de 2,5 milliards de dollars est entièrement renouvelable jusqu'à son échéance du 19 juillet 2019, et aucune réduction du montant disponible n'est prévue avant l'échéance. Les sommes empruntées aux termes de la facilité de crédit bancaire portent intérêt au taux préférentiel bancaire ou au taux de base majoré de 0 % à 1,25 % par année ou au taux des acceptations bancaires ou du taux interbancaire offert à Londres majoré de 0,85 % à 2,25 % (de 1,00 % à 2,25 % antérieurement).

Également en avril 2014, nous avons procédé au rappel et à l'annulation de lettres de crédit d'un montant total de 0,4 milliard de dollars consenties relativement aux enchères du spectre ayant récemment pris fin et la facilité de lettres de crédit connexe a aussi été annulée de manière permanente.

**Billets de premier rang**

Les intérêts sur la totalité de nos billets de premier rang et débetures sont payés semestriellement. Nos billets de premier rang et débetures sont remboursables en tout temps, en totalité ou en partie, à notre gré, sous réserve d'une prime de remboursement anticipé.

*Émission de billets de premier rang*

Un sommaire des billets de premier rang que nous avons émis aux premiers trimestres de 2014 et de 2013 est présenté ci-après :

Date d'émission	Montant en principal	Date d'échéance	Taux d'intérêt	Escompte à l'émission	Produit brut total <sup>1</sup>	Coûts de transaction et escomptes <sup>2</sup>
<i>Émissions en 2014</i>						
Le 10 mars 2014	250 \$ CA	2017	Variable	100,00 %		
Le 10 mars 2014	400 \$ CA	2019	2,80 %	99,972 %		
Le 10 mars 2014	600 \$ CA	2024	4,00 %	99,706 %		
Le 10 mars 2014	750 \$ US	2044	5,00 %	99,231 %		
Total partiel					2 082 \$ CA	24 \$ CA
<i>Émissions de 2013</i>						
Le 7 mars 2013	500 \$ US	2023	3,00 %	99,845 %		
Le 7 mars 2013	500 \$ US	2043	4,50 %	99,055 %		
Total partiel	1 000 \$ US				1 030 \$ CA	15 \$ CA

<sup>1</sup> Produit brut avant les coûts de transaction et escomptes.

<sup>2</sup> Les coûts de transaction et escomptes sont inclus dans la valeur comptable de la dette à long terme à titre de coûts de transaction différés, et sont comptabilisés dans le bénéfice net selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les billets de premier rang susmentionnés ont pour seule garantie le cautionnement de RCP et ont égalité de rang avec l'ensemble des autres billets et débetures, ainsi que les facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit de RCI. Nous nous servons des dérivés liés à la dette dans le but de couvrir les obligations relatives au principal et aux intérêts contre le risque de change lié à nos billets de premier rang et à nos débetures libellés en dollars américains (se reporter à la note 13).

*Remboursement des billets de premier rang et règlements des dérivés connexes*

Au trimestre à l'étude, nous avons remboursé ou racheté nos billets de premier rang échéant en 2014, qui se chiffraient à 750 millions de dollars américains (834 millions de dollars canadiens) et à 350 millions de dollars américains (387 millions de dollars canadiens), pour un total de 1 221 millions de dollars et les dérivés liés à la dette connexes sont venus à échéance en mars 2014.

Au remboursement de ces billets de premier rang, une perte de 29 millions de dollars, qui avait été différée dans la réserve de couverture au cours des exercices précédents, a été comptabilisée dans le bénéfice net. Cette perte a trait à des transactions qui ont eu lieu en 2008 et en 2013 et dans le cadre desquelles les cours de change contractuels sur les dérivés liés à la dette connexes ont été renégociés selon les cours alors en vigueur. Il y a lieu de se reporter à note 13 pour un complément d'information sur les dérivés liés à la dette.

Au 31 mars 2014, un montant de 6,03 milliards de dollars américains (6,38 milliards de dollars américains en 2013) au titre de la dette à long terme libellée en dollars américains était entièrement couvert contre les fluctuations des cours de change.

**NOTE 13 : INSTRUMENTS FINANCIERS****Instruments dérivés**

Nous avons recours à des instruments dérivés pour gérer les risques liés à certaines activités auxquelles nous prenons part. Ceux-ci comprennent :

	<i>Le risque que gèrent les instruments</i>	<i>Types d'instruments dérivés</i>
Dérivés liés à la dette	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'incidence de la fluctuation des cours de change sur les paiements en principal et les paiements d'intérêts liés à la dette à long terme libellée en dollars américains.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Swaps de devises</li> <li>Contrats de change à terme (de temps à autre, au besoin)</li> </ul>
Dérivés liés aux dépenses	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'incidence de la fluctuation des cours de change sur les dépenses prévues libellées en dollars américains.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contrats de change à terme</li> </ul>
Dérivés liés aux capitaux propres	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'incidence de la fluctuation du cours des actions sur la charge liée à la rémunération fondée sur des actions.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Swaps sur rendement total</li> </ul>

Nous avons recours à des instruments dérivés aux seules fins de la gestion des risques, et non pas à des fins de spéculation.

*Dérivés liés à la dette*

Nous avons recours à des swaps de devises pour couvrir le risque de change lié à toutes les obligations au titre du principal et des intérêts sur nos débetures et billets de premier rang libellés en dollars américains.

Au premier trimestre de 2014 et en 2013, nous avons conclu des transactions sur dérivés liés à la dette, comme suit :

- conclusion de nouveaux dérivés liés à la dette pour couvrir les billets de premier rang émis au cours de la période;
- arrivée à l'échéance de dérivés liés à la dette existants parallèlement au remboursement ou au rachat des billets de premier rang connexes;
- résiliation de dérivés liés à la dette existants et conclusion de nouveaux dérivés liés à la dette comportant des modalités différentes aux fins de la couverture de billets de premier rang existants (en 2013 seulement).

*Nouveaux dérivés liés à la dette pour couvrir les billets de premier rang émis :*

Entrée en vigueur	Montant du principal/ notionnel en \$ US	\$ US		Incidence de la couverture	
		Date d'échéance	Taux nominal	Taux d'intérêt fixe couvert en \$ CA <sup>1</sup>	Équivalent en \$ CA à taux fixe
Le 10 mars 2014	750 \$ US	2044	5,00 %	4,99 %	832 \$
Le 7 mars 2013	500 \$ US	2023	3,00 %	3,62 %	515 \$
Le 7 mars 2013	500 \$ US	2043	4,50 %	4,60 %	515 \$
Total partiel	1 000 \$ US				1 030 \$

<sup>1</sup> Conversion d'un taux nominal fixe en \$ US en un taux moyen pondéré fixe en \$ CA.

*Dérivés liés à la dette arrivés à échéance :*

Date d'échéance	Montant notionnel	Règlement en trésorerie, montant net (produit)
Le 1 <sup>er</sup> mars 2014	750 \$ US	(61) \$
Le 15 mars 2014	350 \$ US	26 \$

*Résiliation et remplacement des dérivés liés à la dette existants et conclusion de nouveaux dérivés liés à la dette :*

Dérivés liés à la dette résiliés				Nouveaux dérivés liés à la dette			Incidence de la couverture	
Date de résiliation	Montant notionnel	Échéance initiale	Règlement en trésorerie	Date de conclusion	Montant des dérivés	Nouvelle échéance	Taux moyen pondéré fixe	Équivalent en \$ CA à taux fixe
Le 6 mars 2013	350 \$ US	2018	Néant	Le 6 mars 2013	350 \$ US	2038	7,62 %	359 \$

*Dérivés liés aux dépenses*

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, nous avons conclu des contrats de change à terme (les « dérivés liés aux dépenses ») additionnels s'élevant à 200 millions de dollars américains pour gérer le risque de change de certaines dépenses prévues. Ces contrats de change à terme viennent à échéance de janvier 2015 à avril 2015 inclusivement, au taux moyen de 1,11 \$ pour 1,00 \$ US.

Au 31 mars 2014, nous avons des dérivés liés aux dépenses en cours d'un montant de 875 millions de dollars américains, qui venaient à échéance d'avril 2014 à avril 2015, à un taux moyen de 1,05 \$ pour 1,00 \$ US, lesquels ont été désignés à titre de couvertures à des fins comptables.

La variation de la juste valeur de ces dérivés liés aux dépenses est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et l'inefficacité de la couverture est directement comptabilisée dans le bénéfice net. Lorsque les transactions couvertes touchent le bénéfice net, des montants équivalents provenant de la réserve de couverture sont reclassés dans le bénéfice net. Tous les dérivés liés aux dépenses actuellement en cours ont été désignés comme des couvertures efficaces contre le risque de change à des fins comptables.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, nous avons réglé une tranche de 225 millions de dollars américains au titre des dérivés liés aux dépenses contre 229 millions de dollars canadiens, au taux moyen de 1,02 \$ pour 1,00 \$ US.

*Dérivés liés aux capitaux propres*

En février et en mars 2013, nous avons conclu des dérivés liés à la rémunération fondée sur des actions (les « dérivés liés aux capitaux propres ») pour couvrir le risque d'appréciation des cours liés à 5,7 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote de RCI, qui ont été attribuées dans le cadre de nos programmes de rémunération fondée sur des actions relativement aux options sur actions, aux unités d'actions de négociation restreinte et aux unités d'actions différées (se reporter à la note 15). Les dérivés liés aux capitaux propres ont été conclus à un prix moyen pondéré de 50,37 \$ dont l'échéance initiale de un an est renouvelable pour des périodes de un an additionnelles avec le consentement des contreparties à l'opération de couverture. Les dérivés liés aux capitaux propres n'ont pas été désignés comme des couvertures à des fins comptables. Toute variation de la juste valeur des dérivés liés aux capitaux propres est comptabilisée en tant que charge au titre de la rémunération fondée sur des actions et contrebalance en partie l'incidence des fluctuations comptabilisées dans le passif au titre de la rémunération fondée sur des actions liée aux options sur actions, aux unités d'actions de négociation restreinte et aux unités d'actions différées.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, nous avons comptabilisé une charge de 11 millions de dollars au titre de la rémunération fondée sur des actions relativement à la variation de la juste valeur de nos contrats de dérivés liés aux capitaux propres, déduction faite des paiements reçus. Au 31 mars 2014, la juste valeur des dérivés liés aux capitaux propres se composait d'un passif de 26 millions de dollars, lequel est inclus dans la partie courante des passifs au titre des instruments dérivés.

Après la clôture du trimestre, en avril 2014, nous avons signé des accords de prorogation pour chacun de nos contrats de dérivés liés aux capitaux propres selon des modalités essentiellement identiques avec des dates d'échéance révisées et maintenant fixées en avril 2015 (auparavant en avril 2014).

**Justes valeurs**

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs, des emprunts à court terme et des créiteurs et charges à payer se rapproche de la juste valeur en raison de la nature à court terme de ces instruments financiers.

La juste valeur de nos placements dans des sociétés ouvertes est déterminée selon les cours du marché. La juste valeur de nos placements dans des sociétés fermées est déterminée selon la valeur marchande de transactions similaires ou à partir de techniques d'évaluation bien établies, fondées sur le marché ou les actifs, ou de techniques d'évaluation du résultat projeté, lesquelles sont appliquées comme il se doit à chaque placement, en fonction des activités futures et des perspectives de rentabilité.



La juste valeur de chacun de nos titres d'emprunt publics est fondée sur les rendements du marché estimés à la clôture de la période. Nous déterminons la juste valeur de nos dérivés liés à la dette et de nos dérivés liés aux dépenses (les « dérivés ») selon une méthode d'évaluation de la valeur de marché, tenant compte de la qualité du crédit et actualisant les flux de trésorerie à la date d'évaluation. Dans le cas des dérivés en position débitrice, une courbe ajustée en fonction de la qualité du crédit pour les institutions financières est utilisée en vue de déterminer la valeur estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit, de chaque dérivé. Dans le cas des dérivés en position créditrice, une courbe ajustée en fonction de la qualité du crédit pour des sociétés représentatives est utilisée en vue de déterminer la valeur estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit, de chaque dérivé.

La juste valeur de nos dérivés liés aux capitaux propres se fonde sur le cours du marché des actions de catégories B sans droit de vote de RCI.

Les estimations de la juste valeur sont faites à un moment précis, à partir de renseignements pertinents à propos des marchés et des instruments financiers. En raison de leur nature, les estimations sont subjectives et comportent des incertitudes et des éléments pour lesquels un jugement doit être posé.

Nous présentons une hiérarchisation sur trois niveaux qui tient compte de l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations à la juste valeur :

- La juste valeur des actifs et passifs financiers classés au niveau 1 est établie en fonction des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques.
- Les actifs et passifs financiers classés dans le niveau 2 comprennent les évaluations établies à l'aide de données du marché directement ou indirectement observables autres que les prix cotés.
- Les évaluations de niveau 3 sont établies à partir de données autres que des données du marché observables.

Au 31 mars 2014 et au 31 décembre 2013, aucun instrument financier significatif n'avait été classé dans le niveau 3.

Le tableau ci-dessous propose, selon la méthode d'évaluation, une analyse des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au 31 mars 2014 et au 31 décembre 2013 :

	Valeur comptable		Évaluation de la juste valeur à la date de présentation de l'information financière			
			Niveau 1		Niveau 2	
	31 mars 2014	31 décembre 2013	31 mars 2014	31 décembre 2013	31 mars 2014	31 décembre 2013
<b>Actifs financiers</b>						
Disponibles à la vente, évalués à la juste valeur						
Placements dans des sociétés ouvertes	949 \$	809 \$	949 \$	809 \$	– \$	– \$
Détenus à des fins de transaction						
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	361	184	–	–	361	184
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	54	37	–	–	54	37
	<b>1 364 \$</b>	<b>1 030 \$</b>	<b>949 \$</b>	<b>809 \$</b>	<b>415 \$</b>	<b>221 \$</b>
<b>Passifs financiers</b>						
Détenus à des fins de transaction						
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	46 \$	133 \$	– \$	– \$	46 \$	133 \$
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	26	13	–	–	26	13
	<b>72 \$</b>	<b>146 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>72 \$</b>	<b>146 \$</b>

Notre dette à long terme est initialement évaluée à la juste valeur, puis au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, comme il est présenté dans le tableau suivant :

	31 mars 2014		31 décembre 2013	
	Valeur comptable	Juste valeur <sup>1</sup>	Valeur comptable	Juste valeur <sup>1</sup>
Dette à long terme (y compris la partie courante)	14 454 \$	15 926 \$	13 343 \$	14 463 \$

<sup>1</sup> La dette à long terme (y compris la partie courante) est évaluée selon les données de niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs qui compte trois niveaux, selon les rendements du marché estimés à la clôture de la période.

Nous n'avons aucun actif financier non dérivé détenu jusqu'à l'échéance au 31 mars 2014 et au 31 décembre 2013.

#### NOTE 14 : CAPITAUX PROPRES

##### Dividendes

En février 2014, le conseil d'administration a approuvé une augmentation du dividende annualisé qui est passé de 1,74 \$ à 1,83 \$ par action de catégorie A avec droit de vote et par action de catégorie B sans droit de vote. Le dividende sera payé sous forme de versements trimestriels de 0,4575 \$ par action. Ce dividende trimestriel ne sera payable qu'après avoir été déclaré par le conseil d'administration et au moment choisi par lui et rien ne donne droit à un dividende avant qu'il ne soit déclaré.

En 2014, nous avons déclaré et payé les dividendes suivants sur nos actions de catégorie A avec droit de vote et nos actions de catégorie B sans droit de vote en circulation :

Date de déclaration	Date de paiement	Dividende par action
Le 12 février 2014	Le 4 avril 2014	0,4575 \$

##### Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

En février 2014, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Au cours de la période de douze mois commençant le 25 février 2014 et se terminant le 24 février 2015, nous pouvons racheter, par l'intermédiaire de la TSX, de la NYSE ou d'un autre système de négociation, jusqu'à 35,8 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote, soit environ 10 % des actions de catégorie B sans droit de vote alors émises et en circulation, ou le nombre d'actions de catégorie B sans droit de vote pouvant être rachetées dans le cadre de l'offre publique pour un prix de rachat total de 500 millions de dollars, selon le moins élevé de ces nombres. Nous déterminerons le nombre réel d'actions de catégorie B sans droit de vote devant être rachetées, le cas échéant, ainsi que le moment de ces rachats en tenant compte des conditions du marché, du cours des actions, de notre situation de trésorerie et d'autres facteurs.

Nous n'avons racheté aucune action à des fins d'annulation au cours des trimestres clos les 31 mars 2014 et 2013.

#### NOTE 15 : RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

Le tableau qui suit présente un résumé de la charge (du recouvrement) au titre de la rémunération fondée sur des actions, qui est incluse dans les charges relatives aux salaires et aux avantages du personnel :

	Note	Trimestres clos les 31 mars	
		2014	2013
Options sur actions		(11) \$	46 \$
Unités d'actions de négociation restreinte		6	16
Unités d'actions différées		(1)	5
Incidence des dérivés liés aux capitaux propres, déduction faite des intérêts reçus	13	11	(9)
		5 \$	58 \$

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, un montant de 38 millions de dollars (68 millions de dollars en 2013) a été versé aux porteurs d'options sur actions, d'unités d'actions de négociation restreinte et d'unités d'actions différées à la date d'exercice, selon le mode de règlement en trésorerie.

**Options sur actions***Sommaire des options sur actions*

Le tableau qui suit présente un résumé des régimes d'options sur actions, lesquelles comprennent les options liées à la performance :

	Trimestres clos le 31 mars 2014	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation au 31 décembre 2013	6 368 403	37,39 \$
Attribution	727 760	42,85
Exercice	(816 219)	33,48
Renonciation	(5 045)	37,13
En circulation au 31 mars 2014	6 274 899	38,53 \$
Exerçables au 31 mars 2014	3 800 091	35,53 \$

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, nous avons attribué 727 760 options liées à la performance à certains hauts dirigeants.

**Unités d'actions de négociation restreinte**

Le tableau qui suit présente un sommaire des unités d'actions de négociation restreinte en circulation, y compris les unités d'actions de négociation restreinte liées à la performance :

	Trimestre clos le 31 mars 2014
	Nombre d'unités
En circulation à l'ouverture de la période	2 472 390
Attribution	1 069 661
Exercice	(689 542)
Renonciation	(15 185)
En circulation à la clôture de la période	2 837 324

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, nous avons attribué 222 800 unités d'actions de négociation restreinte liées à la performance à certains hauts dirigeants.

**NOTE 16 : TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES****Transactions avec les principaux dirigeants**

Nous avons conclu des transactions avec des sociétés dont les associés ou les hauts dirigeants sont des administrateurs de Rogers, notamment :

- le président du conseil et chef de la direction d'une société qui reçoit des commissions versées sur les primes d'assurance;
- le président du conseil non membre de la direction d'un cabinet d'avocats qui offre une portion négligeable de nos services juridiques;
- le président d'une entreprise qui offre des services d'impression.

Ces transactions sont inscrites au montant convenu par les parties liées et sont examinées par le comité d'audit.

	Trimestres clos les 31 mars	
	2014	2013
Paiement au titre de services d'impression et de services juridiques et commissions versées sur les primes d'assurance	10 \$	9 \$

### **Actionnaire détenant le contrôle**

Nous avons également conclu certaines transactions avec notre actionnaire détenant le contrôle ultime et avec des sociétés contrôlées par celui-ci. Ces transactions sont assujetties à des ententes formelles approuvées par le comité d'audit. Les montants totaux reçus de ces parties liées ou versés à celles-ci au cours des trimestres clos les 31 mars 2014 et 2013 ont été inférieurs à 1 million de dollars.

### **NOTE 17 : PASSIFS ÉVENTUELS**

#### **Frais d'accès au système – Saskatchewan**

En 2004, un recours collectif a été intenté contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan. Le recours collectif avait trait aux frais d'accès au système facturés par les fournisseurs de services sans fil auprès de certains de leurs clients. Les demandeurs exigent des remboursements en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement de tous les frais d'accès au système déboursés.

En 2007, la Cour de la Saskatchewan a accueilli la proposition des demandeurs afin que la poursuite soit autorisée à titre de recours collectif avec option d'adhésion à l'échelle nationale dans le cadre duquel les clients concernés hors de la Saskatchewan doivent prendre des mesures précises pour prendre part aux procédures. En 2008, la requête de la Société visant une suspension de la poursuite en vertu de la clause d'arbitrage incluse dans les contrats de service sans fil a été acceptée. La Cour de la Saskatchewan a déclaré que son ordonnance visant l'autorisation de la poursuite exclurait du recours collectif les clients liés par une clause d'arbitrage.

Nous avons interjeté appel de la décision de 2007 portant sur l'autorisation, toutefois l'autorisation d'en appeler auprès de la Cour suprême du Canada a été refusée.

En 2012, les demandeurs ont présenté une autre demande pour prolonger la période d'appel de la décision de la Cour de la Saskatchewan quant à l'option d'adhésion. En mars 2013, la Cour d'appel de la Saskatchewan a rejeté la demande.

En août 2009, les avocats des demandeurs ont entrepris une deuxième poursuite en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan au motif des mêmes allégations que dans la poursuite initiale. Si la demande est acceptée, cette deuxième poursuite serait une poursuite d'« option de refus ». En 2009, la Cour a ordonné la suspension conditionnelle de la deuxième poursuite parce que celle-ci constituait un abus de procédure.

En avril 2013, les demandeurs ont déposé une demande d'ordonnance pour que la deuxième poursuite visant les frais d'accès au système soit autorisée à aller de l'avant. En août 2013, la Cour a rejeté la demande de prolongation et la deuxième poursuite demeure assujettie à une suspension conditionnelle. En décembre 2013, les demandeurs ont déposé une demande leur permettant de modifier la demande introductive d'instance pour présenter de nouveau les réclamations faisant l'objet de la poursuite dont la Cour, dans le cadre de sa décision de 2007 portant sur l'autorisation, n'avait pas autorisé la poursuite. En mars 2014, la Cour a rejeté la demande. Aucune provision n'a été comptabilisée à l'égard de cette éventualité.

L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle des cas précités, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. À la lumière de l'information dont nous disposons actuellement, nous sommes d'avis qu'il ne soit pas probable que le règlement final de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable importante sur la situation financière consolidée ou sur les résultats consolidés des activités de la Société. Si l'éventualité de notre responsabilité devenait envisageable, nous comptabiliserions une provision dans la période au cours de laquelle le changement d'éventualité surviendrait et une telle provision serait significative en regard de notre situation financière et de nos résultats opérationnels consolidés.